

COMPTE-RENDU D'INFORMATIONS SYNDICALES

REUNION AVEC LE CIRI (AUDIO) du 22 mai 2020

Participants pour le CIRI : Marc GLITA (délégué interministériel aux restructurations d'entreprises) - Louis MARGUERITTE (secrétaire général du CIRI).

Participants pour **FO** : Didier PIENNE (RS au CSEC) – Jacques MOSSE-BIAGGINI (DSC) – Mouloud HAMMOUR (Secrétaire du CSEC).

FO fait un préambule : il remercie le CIRI d'avoir accepté cette réunion dans un contexte si anxiogène. Il rappelle le PSE, le PGE, la cessation prochaine des paiements. Il parle des informations vraies ou erronées distillées dans la presse et notamment de la reprise possible par BUT. Quelle est la position de l'Etat sur tous ces points ?

M. GLITA : le CIRI est au chevet de Conforama et de sa filière depuis des années. Le CIRI a conscience de l'urgence. Le Ministre des Finances Bruno LE MAIRE suit de très près ce dossier. L'effusion médiatique n'est pas forcément favorable à la résolution du problème. Sur le PGE : Conforama avait amorcé son retournement avant la crise du Covid-19. Les banques avaient jusqu'à présent accompagné le Groupe Conforama. Le CIRI a poussé les feux aussi loin qu'il le pouvait, en augmentant la couverture de 80 à 90% et la durée du remboursement. A ce stade, la discussion n'est pas close mais elle est difficile. Les discussions continuent. Les créanciers de Conforama sont concernés aussi bien que les banques. Sur BUT : il faut travailler toutes les solutions. Il y a une marque d'intérêt de BUT. Il faut absolument que l'écosystème soit préservé. Sur le PSE : l'accord doit être honoré, quelle que soit la solution.

M. MARGUERITTE : Conforama est suivi depuis 3 ans par le CIRI. L'actionnaire est insaisissable... Les dirigeants de Conforama changent régulièrement.

Le timing ? Réponse : le plus vite possible. Mais pas de date possible à donner.

Quel est le projet « industriel » demandé par la BNP-Paribas ? Réponse : il ne faut pas plus stigmatiser une banque que les autres. Les banques doivent faire des efforts, autant que les créanciers.

Situation très difficile des salariés concernés par le PSE : prise en charge par BUT ? *Quid* des 90 magasins en concurrence frontale ? Réponse : 2 possibilités. BUT reprend tout tel quel et exécute le PSE tel que défini dans l'accord OU BUT décide de changer le périmètre du PSE (changement dans le choix des magasins à fermer). On n'en est pas encore là. L'autorité de la concurrence regardera ça de près. Même question pour le Siège social.

FO : sur le PGE, les salaires sont garantis pour fin mai, probablement pour fin juin. Deadline fixée ou non ? Réponse : non. Les 2 deadlines : cash disponible pour continuer à fonctionner ; enjeu du calendrier judiciaire. Le CIRI est conscient que c'est très anxiogène pour les salariés. Qu'est-ce qui coince ? Les fiducies ? Réponse : pas plus que d'autres sujets. Ce qui est difficile : les montants sont importants.

L'avis du CIRI sur les solutions, quelles sont les plus crédibles pour assurer la pérennité de Conforama ? L'option PGE est à « pousser » le plus loin possible, c'est la solution la plus simple. Difficile de répondre alors que les 2 solutions, PGE et BUT, ne sont pas finalisées. Pas de 3^{ème} solution pour le moment.

Les créanciers seraient prêts à reporter le remboursement de l'emprunt, c'est vrai ou non ? Le CIRI ne peut ni confirmer ni infirmer. Tout le monde doit faire un effort, banques et créanciers.

FO : le timing ? Si BUT est retenu, le délai de négociation est de plusieurs mois. Notre crainte : au-delà de 15 jours d'attente, les salariés risquent de basculer dans la violence, à défaut de réponse. Nous voulons savoir d'où vient le blocage. Réponse : les discussions sont en cours, mais difficile de dire qui bloque. De plus le CIRI est soumis au secret professionnel.

L'Etat ne peut pas se désengager car s'il y a un impact pour des milliers de salariés, l'Etat sera impacté aussi. Le CIRI ne dit pas que l'Etat se désengage. Le CIRI pousse les 2 solutions.

Y aura-t-il des futures rencontres la semaine prochaine si le PGE est privilégié ? Les banques ne se défient-elles pas des créanciers de Conforama ? Réponse : les discussions sont complexes. Le travail est permanent.

Les CR FO ont pour seul objectif d'informer les salariés, avec objectivité et dans les meilleurs délais, de tous les débats auxquels nous participons. Ils ne sont pas des outils de propagande ni de dénigrement des autres organisations syndicales

COMPTE-RENDU D'INFORMATION SYNDICALES

REUNION AVEC LE CIRI (AUDIO) du 22 mai 2020

Le CIRI : il y a des transformations à opérer, le digital... il faut s'assurer que le projet est économiquement viable. Les banques considèrent qu'on n'en est pas encore là.

Solution en 2 étapes envisageable : PGE accordé puis BUT ? Pas écarté. Période propice pour un repreneur ?

FO : selon la DG, le CIRI serait à l'origine de l'arrivée de BUT dans le processus ? Réponse : le CIRI pousse toutes les options. FO : cela montrerait quelle est la position de l'Etat pour un vrai projet industriel. Réponse : BUT n'a pas besoin qu'on aille les chercher ! ça fait 3 ans que le CIRI entend parler de BUT et de CONFORAMA. La priorité n°1 est la reprise de l'activité économique.

FO : BNP Paribas travaille pour un projet industriel. Donc c'est probablement BNP Paribas qui a sollicité BUT. Les magasins Conforama vont rouvrir sur le stock existant puisque on doit 150 M€ aux fournisseurs. Les discussions avec BUT vont durer au moins 2 mois. Les salariés sont à vif, qu'ils soient ou non concernés par le PSE. Réponse : le message est absolument reçu. On ne peut pas laisser les gens dans l'incertitude.

FO : il est urgent de pousser pour obtenir ce PGE et que les salariés soient apaisés et rassurés, pour pouvoir honorer le PSE et passer les commandes auprès des fournisseurs. Outre les violences possibles, il y a les risques psychosociaux. Quelle que soit la solution retenue, le PSE doit s'exécuter. FO demande au CIRI de peser sur le délai. La situation est insupportable.

Pétition lancée il y a 48 heures. Plus de 5 000 signatures. Attente forte des salariés de Conforama et des fournisseurs.

L'obtention du PGE ne semble pas se faire dans les jours qui suivent. Même si on l'a il faut du temps pour récupérer l'argent. Les différents intervenants comprennent-ils ce problème d'inertie ? Réponse : oui.

FO : une lettre d'intention de BUT sur CONFORAMA a été citée dans la presse par M. FALK lui-même. Le CIRI est-il destinataire ou s'agit-il de propos rapportés mais sans fondement juridique ? Que prévoit cette lettre ? reprendre tous les magasins et tous les salariés ? Réponse : embarrassée... M. FALK doit confirmer...

FO : Le CIRI a-t-il été destinataire d'une offre ferme de BUT ? Réponse : le CIRI n'a pas à être destinataire d'une telle offre. C'est au P-DG de nous informer... ou à celui de BUT. Le CIRI est soumis au secret professionnel. Le CIRI ne peut pas répondre à cette question. Si le P-DG ne nous informe pas, il serait placé en délit d'entrave !

FO : communication savamment orchestrée des banques et contexte anxiogène. La situation ne peut pas perdurer. Conforama assure que c'est le CIRI qui pousse BUT. Nous prendrons nos responsabilités. Réponse : le bruit médiatique n'aide pas à résoudre le problème.

Pour les salariés, on était éligible au PGE mais l'arrivée de BUT vient tout perturber. Réponse : pas d'accord entériné à date. Le CIRI est totalement mobilisé sur le dossier. Si ça bloque c'est que le montant est important, que les hypothèses de retournement post-Covid sont compliquées.

BUT peut-il vraiment tout reprendre (arrêt William SAURIN) ? Réponse : l'autorité de la concurrence est indépendante. Le CIRI ne comprend pas la question.

FO explique : nous allons bloquer la session de certains magasins tant qu'on ne sait pas où on va.

FO : depuis début avril, nous suivons le dossier du PGE. Certes 320 M€ c'est beaucoup mais d'autres entreprises ont eu encore plus. Pesez sur ce dossier.

Qui porterait la responsabilité politique d'un échec ?

FO : le silence du Ministre interroge. Réponse : le CIRI n'a pas fait de déclaration, pour apaiser.

Si BUT fait une offre ferme acceptable, est-ce que ça ferait débloquent le PGE ? Réponse : ça ne fermerait pas les portes au PGE.